

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

ARRÊTE PRÉFECTORAL DE SUSPENSION DE DÉLAI D'INSTRUCTION RELATIF À UNE DEMANDE D'AUTORISATION PRÉALABLE D'EXPLOITER N°DDTM76/SEA/23-091

Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime Chevalier de la Légion d'Honneur Officier de l'Ordre national du Mérite

- Vu les articles du code rural et de la pêche maritime, en particulier les articles L 331-1 et suivants et R.331-1 et suivants
- Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt
- Vu la loi n° 2021-1756 du 23 décembre 2021 portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires
- Vu le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de Monsieur Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie
- Vu le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) et au contrôle des structures des exploitations agricoles
- Vu le décret n° 2022-1247 du 22 septembre 2022 relatif aux mesures de publicité et d'information de la décision de suspension de l'instruction d'une demande d'autorisation d'exploiter en cas d'agrandissement excessif ou de concentration excessive
- Vu l'arrêté du ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation en date du 20 avril 2022, renouvelant Madame Caroline GUILLAUME, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, dans ses fonctions de directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Normandie pour une durée de deux ans, à compter du 10 mai 2022
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 25 juillet 2019 modifié, fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 31 juillet 2019 modifié fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture et sa section spécialisée
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 19 mars 2021 établissant le schéma directeur régional des exploitations agricoles de la région de Normandie
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 21 décembre 2022 modifiant le schéma directeur régional des exploitations agricoles de la région de Normandie
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 30 janvier 2023 portant délégation de signature à Madame Caroline GUILLAUME, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Normandie
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 31 janvier 2023 portant subdélégation de signature
- Vu la demande déposée le 23 février 2023 par la SCEA PRUD'HOMME Yves, représentée par Madame PRUD'HOMME Véronique, Messieurs PRUD'HOMME Yves et Aubin, dont le siège d'exploitation est situé à BEZANCOURT (76220) visant à obtenir l'autorisation d'exploiter 226,63 ha sur les communes de BEZU LA FORET, BOSQUENTIN, BEZANCOURT, HODENGHODENGER et BREMONTIER MERVAL, dans le cadre

d'un agrandissement, et tenant compte de la double participation au sein de la SCEA PALLEMONT de Monsieur PRUD'HOMME Aubin, en appliquant les coefficients d'équivalence pour les productions végétales spécialisées selon l'article 4.1.2 du SDREA, portant la surface totale après reprise des surfaces à 418,68 ha.

Considérant

- les objectifs fixés à l'article L 331-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime
- qu'en application du II de l'article L. 331-3-1 du code rural et de la pêche maritime, le préfet de région peut suspendre l'instruction d'une demande d'autorisation d'exploiter lorsque l'opération envisagée conduit à un agrandissement ou une concentration excessifs au regard des critères du SDREA
- que la surface totale exploitée après reprise par la SCEA PRUD'HOMME Yves s'élève à 418,68 ha conduisant à un agrandissement excessif au regard des critères du SDREA définit comme suit : « sont considérés comme excessifs, au sens de l'article L312-1 du code rural et de la pêche maritime, les agrandissements, concentrations et réunions d'exploitations, conduisant après reprise, à une surface supérieure à 210 hectares, majorés de 70 hectares par associés exploitant à temps plein au-delà du premier, plafonnée à 350 ha »
- l'avis favorable de la CDOA du 4 avril 2023, relatif à la suspension du délai d'instruction de la demande d'autorisation d'exploiter déposée par la SCEA PRUD'HOMME Yves

Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

ARRÊTE

- L'instruction de la demande d'autorisation d'exploiter déposée par la SCEA PRUD'HOMME Yves, Article 1 dont le siège d'exploitation est situé à BEZANCOURT (76220), et enregistrée complète le 23 février 2023 pour les parcelles situées sur les communes de BEZU LA FORET, BOSQUENTIN, BEZANCOURT, HODENGHODENGER et BREMONTIER MERVAL- références cadastrales ZA34-ZC22-D17-D18-D19-D20-D66-D71-D72-D88-D98-A33 à A39-A44-A51-A52-A54-A55-A62-A69-A73-A146-A53-A219-A226-A229-C175-ZK9-ZE10-C176-C198-D14-D15-D61-D65-D70-D75-D81-B272-B274-B278-C338-C336-C337-C339-C340-C342-C343-C168-C171-C170-C239-C191-C188-C229-C236-C240-C244-C217-C218-C214-C262-C277-C193-C402-C403-C251-C261-D420-C192-C267-C281-D2-D4-D339-D340-D341-D342, d'une superficie totale de 226,63 ha et appartenant à M. PRUD'HOMME Yves domicilié à BEZANCOURT (76220), M. LUCAS Désiré domicilié à ELBEUF EN BRAY (76220), M. VERRAES Bernard domicilié à LA NEUVILLE CHANT D'OISEL (76520), Mme HEDOUIN Valérie domiciliée à YERRES (91330), HEDOUIN Anne-Marie domiciliée à DAMPIERRE EN BRAY (76220), Mme HEDOUIN Nicole domiciliée à BEZANCOURT (76220), Mme MARIGNANI Lise domiciliée à CASTELLAN (05), Mme DARELLE Jeanne-Cécile domiciliée à SAINT-EMILION (33330), Mme DABURON Anne domiciliée à BEAUVAIS (60000), M. et Mme HEDOUIN Gérard domiciliés à BREMONTIER MERVAL, Mme HEDOUIN Gilberte domiciliée à BREMONTIER MERVAL (76220), Mme HEDOUIN Véronique domiciliée à SAINTE-ADRESSE (76310), est suspendue pour une durée de 8 mois à compter de la date de publication de la présente décision.
- Article 2 Pendant la période de suspension de l'instruction, tout intéressé peut présenter une demande d'autorisation d'exploiter portant sur les mêmes biens.
- Article 3 Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer :
 - soit un recours gracieux devant le Préfet de la région Normandie
 - soit un recours hiérarchique devant le Ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
 - soit un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Rouen
- Article 4 Le secrétaire général pour les affaires régionales, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et les maires des communes de BEZU LA FORET, BOSQUENTIN,

BEZANCOURT, HODENGHODENGER et BREMONTIER MERVAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et affiché en mairie des communes intéressées.

Fait à Caen, le

0 5 JUN 2023

Pour le Préfet de la région Normandie, et par délégation,

Pour la Directrice Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Normandie, Le Directeur Régional Adjoint

Chris VAN WERENBERGH

*